159^e séance

REPORT DU RENOUELEMENT DES ASSEMBLÉES TERRITORIALES

Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de corse, de guyane et de martinique

Texte adopté par la commission - n° 3827

Article 2

- ① Au plus tard le 1^{er} avril 2021, le Gouvernement remet au Parlement, au vu d'une analyse du comité de scientifiques mentionné à l'article L. 3131-19 du code de la santé publique, un rapport sur l'état de l'épidémie de covid-19 et sur les risques sanitaires attachés à la tenue du scrutin et de la campagne électorale précédant celui-ci.
- ② Ce rapport et l'analyse du comité de scientifiques sont rendus publics sans délai.

Amendements identiques :

Amendements n° 16 présenté par Mme Anthoine, n° 17 présenté par Mme Bazin-Malgras, n° 21 présenté par M. Schellenberger, M. Abad, M. Aubert, Mme Audibert, Mme Bassire, M. Bazin, Mme Beauvais, M. Benassaya, Mme Blin, Mme Bonnard, M. Bony, M. Boucard, Mme Bouchet Bellecourt, M. Jean-Claude Bouchet, M. Bouley, M. Bourgeois, Mme Boëlle, Mme Brenier, M. Breton, M. Brochand, M. Brun, M. Carrez, M. Cattin, M. Cherpion, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cordier, Mme Corneloup, M. Cornut-Gentille, Mme Dalloz, M. Dassault, M. de Ganay, M. de la Verpillière, M. Deflesselles, M. Rémi Delatte, M. Descoeur, M. Di Filippo, M. Diard, M. Dive, M. Door, Mme Marianne Dubois, Mme Duby-Muller, M. Pierre-Henri Dumont, M. Ferrara, M. Forissier, M. Gaultier, Mme Genevard, M. Gosselin, M. Grelier, Mme Guion-Firmin, M. Hemedinger, M. Herbillon, M. Hetzel, M. Huyghe, M. Jacob, M. Kamaridine, Mme Kuster, M. Larrivé, M. Le Fur, Mme Le Grip, Mme Levy, M. Lorion, Mme Louwagie, M. Emmanuel Maquet, M. Marleix, M. Menuel, Mme Meunier, M. Meyer, M. Minot, M. Nury, M. Parigi, M. Pauget, M. Peltier, M. Perrut, Mme Poletti, Mme Porte, M. Poudroux, M. Pradié, M. Quentin, M. Ramadier, Mme Ramassamy, M. Ravier, M. Reda, M. Reiss, M. Reitzer, M. Reynès, M. Rolland, M. Saddier, M. Savignat, M. Sermier, Mme Serre, Mme Tabarot, M. Teissier, M. Therry, M. Thiériot, Mme Trastour-Isnart, Mme Valentin, M. Vatin, M. Viala, M. Vialay, M. Jean-Pierre Vigier, M. Viry et M. Woerth, n° 29 présenté par

M. Brindeau, Mme Auconie, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers, M. Warsmann et M. Zumkeller et n° 59 présenté par M. Molac, M. Acquaviva, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, Mme De Temmerman, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. Falorni, M. François-Michel Lambert, M. Lassalle, M. Pancher, Mme Pinel, M. Simian et Mme Wonner.

Après la seconde occurrence du mot :

« sur »,

rédigier ainsi la fin de l'alinéa 1 :

« les mesures particulières d'organisation qui sont nécessaires pour garantir la sécurité sanitaire des élections régionales et départementales de juin 2021 et de la campagne électorale. »

Amendement n° 50 présenté par Mme Ménard.

Compléter l'alinéa 1 par les mots :

« et sur les mesures particulières d'organisation nécessaires pour garantir la sécurité sanitaire des élections régionales et départementales de juin 2021 et de la campagne électorale ».

Amendement n° 4 présenté par Mme Karamanli, M. Saulignac, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés.

Après le mot :

« covid-19 »,

rédigier ainsi la fin de l'alinéa 1 :

« , sur les risques sanitaires attachés à la tenue du scrutin et de la campagne électorale précédant celui-ci et proposant des adaptations permettant d'y faire face. »

Amendement n° 75 présenté par M. Rebeyrotte, rapporteur au nom de la commission des lois.

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« et sur les risques sanitaires »

les mots :

« , les risques sanitaires et les adaptations nécessaires ».

Amendement n° 6 présenté par Mme Porte.

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« du scrutin et de la campagne électorale »,

les mots :

« des scrutins et des campagnes électorales ».

Après l'article 2

Amendement n° 60 présenté par M. Molac, M. Acquaviva, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, Mme De Temmerman, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. Falorni, M. François-Michel Lambert, M. Lassalle, M. Pancher, Mme Pinel, M. Simian et Mme Wonner.

Après l'article 2, insérer l'article suivant :

Un comité de liaison entre le Gouvernement, les groupes parlementaires et les partis politiques se réunit au moins toutes les deux semaines en vue de délibérer sur les conditions d'organisation des élections mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi.

Article 2 bis (nouveau)

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques publie un guide du candidat et du mandataire actualisé et spécifique aux élections mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi en tenant compte de leur condition d'organisation eu égard à la situation sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 et des dispositions de la présente loi.

Amendement n° 8 présenté par Mme Porte.

Après le mot :

« publie »,

insérer les mots :

« , avant le 19 mars 2021, ».

Article 3 (Non modifié)

① L'ordonnance n° 2020-1304 du 28 octobre 2020 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la Collectivité européenne d'Alsace est ainsi modifiée :

② 1° À la fin de la seconde phrase du dernier alinéa de l'article 3, les mots : « au plus tard le 30 juin 2021 » sont remplacés par les mots : « dans un délai de trois mois à compter du renouvellement général des conseils départementaux de 2021 » ;

③ 2° À la première phrase du II de l'article 11, les mots : « de la date de sa première installation » sont remplacés par les mots : « du renouvellement général des conseils départementaux de 2021 ».

Article 4

① Pour les élections mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi :

② 1° La période pendant laquelle s'appliquent les interdictions prévues au troisième alinéa de l'article L. 51 et à l'article L. 52-1 du code électoral, qui commence le 1^{er} septembre 2020, est prorogée jusqu'à la date du tour de scrutin où chaque élection est acquise ;

③ 1° bis (nouveau) L'article L. 50-1 du même code n'est pas applicable ;

④ 2° La période prévue à l'article L. 52-4 dudit code pendant laquelle le mandataire recueille les fonds destinés au financement de la campagne et règle les dépenses en vue de l'élection, qui commence le 1^{er} septembre 2020, est prorogée jusqu'au dépôt du compte de campagne du scrutin concerné ;

⑤ 3° Les plafonds de dépenses prévus à l'article L. 52-11 du même code sont majorés de 20 %.

Amendement n° 26 présenté par M. Brindeau.

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« 1° bis A Par dérogation au 1°, l'organisation de campagnes publicitaires est autorisée jusqu'à dix jours avant la date du premier tour de scrutin ; ».

Amendements identiques :

Amendements n° 5 présenté par M. Brun, Mme Anthoine, Mme Audibert, Mme Bazin-Malgras, Mme Beauvais, M. de Ganay, M. Gosselin, M. Le Fur, M. Meyer, M. Nury, M. Parigi, M. Perrut et M. Reda et n° 27 présenté par M. Brindeau, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Labille, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers et M. Zumkeller.

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« 1° bis A Par dérogation au 1°, est autorisée la promotion commerciale des sites internet, pages et comptes des candidats ou des listes de candidats sur les réseaux sociaux jusqu'à dix jours avant la date du premier tour de scrutin ; ».

Sous-amendement n° 77 présenté par M. Lagarde.

À l'alinéa 2, après le mot :

« autorisée »,

insérer les mots :

« , dans la limite de 20 % du plafond des dépenses ».

Amendement n° 43 présenté par Mme Ménard.

Supprimer l'alinéa 3.

Amendement n° 22 présenté par M. Schellenberger, M. Abad, Mme Anthoine, M. Aubert, Mme Audibert, Mme Bassire, M. Bazin, Mme Bazin-Malgras, Mme Beauvais, M. Benassaya, Mme Blin, Mme Bonnavard, M. Bony, M. Boucard, Mme Bouchet Bellecourt, M. Jean-Claude Bouchet, M. Bouley, M. Bourgeois, Mme Boëlle, Mme Brenier, M. Breton, M. Brochand, M. Brun, M. Carrez, M. Cattin, M. Cherpion, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cordier, Mme Corneloup, M. Cornut-Gentille, Mme Dalloz, M. Dassault, M. de Ganay, M. de la Verpillière, M. Deflesselles, M. Rémi Delatte, M. Descoeur, M. Di Filippo, M. Diard, M. Dive, M. Door, Mme Marianne Dubois, Mme DUBY-MULLER, M. Pierre-Henri Dumont, M. Ferrara, M. Forissier, M. Gaultier, Mme Genevard, M. Gosselin, M. Grelier, Mme Guion-Firmin, M. Hemedinger,

M. Herbillon, M. Hetzel, M. Huyghe, M. Jacob, M. Kamar-dine, Mme Kuster, M. Larrivé, M. Le Fur, Mme Le Grip, Mme Levy, M. Lorion, Mme Louwagie, M. Emmanuel Maquet, M. Marleix, M. Menuel, Mme Meunier, M. Meyer, M. Minot, M. Nury, M. Parigi, M. Pauget, M. Peltier, M. Perrut, Mme Poletti, Mme Porte, M. Poudroux, M. Pradié, M. Quentin, M. Ramadier, Mme Ramassamy, M. Ravier, M. Reda, M. Reiss, M. Reitzer, M. Reynès, M. Rolland, M. Saddier, M. Savignat, M. Sermier, Mme Serre, Mme Tabarot, M. Teissier, M. Therry, M. Thiériot, Mme Trastour-Isnart, Mme Valentin, M. Vatin, M. Viala, M. Vialay, M. Jean-Pierre Vigier, M. Viry et M. Woerth.

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« excepté pour les numéros d'appel téléphonique ou télématique gratuits utilisés pour les campagnes d'intérêt national »

Amendement n° 51 présenté par Mme Karamanli, M. Saulignac, Mme Untermaier, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillat, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Tolmont, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés.

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« 4° Par dérogation à l'article L. 52-15 du même code et hors le cas prévu à l'article L. 118-2 dudit code, la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques se prononce sur la régularité des comptes de campagne au plus tard le 17 décembre 2021. »

Article 4 bis A (nouveau)

- ① Pour les élections mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi :
- ② 1° Par dérogation à l'article L. 47 A du code électoral, la campagne électorale pour le renouvellement des conseils départementaux est ouverte à partir du troisième lundi qui précède la date du scrutin ;
- ③ 2° Par dérogation à l'article L. 353 du même code, la campagne électorale pour le renouvellement des conseils régionaux est ouverte à partir du troisième lundi qui précède le jour du scrutin ;
- ④ 3° Par dérogation à l'article L. 375 dudit code, la campagne électorale pour le premier tour de scrutin de l'élection des conseillers de l'Assemblée de Corse est ouverte à partir du troisième lundi qui précède celui-ci ;
- ⑤ 4° Par dérogation à l'article L. 558-25 du même code, la campagne électorale pour le premier tour de scrutin de l'élection des conseillers aux assemblées de Guyane et de Martinique est ouverte à partir du troisième lundi qui précède celui-ci.

Amendement n° 30 présenté par M. Brindeau, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès,

M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers, M. Warsmann et M. Zumkeller.

I. – À l'alinéa 2, substituer aux mots :

« la date »

les mots :

« le premier tour ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 3, substituer au mot :

« jour »

les mots :

« premier tour ».

Article 4 bis B (nouveau)

- ① Pour les élections régionales mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi :
- ② 1° Par dérogation à l'article L. 350 du code électoral, les déclarations de candidature sont déposées au plus tard le cinquième lundi qui précède le jour du premier tour du scrutin, à midi ;
- ③ 2° Par dérogation à l'article L. 558-22 du même code, les déclarations de candidature sont déposées au plus tard le cinquième lundi qui précède le jour du premier tour du scrutin, à midi.

Article 4 bis

- ① Pour les élections mentionnées au I de l'article 1^{er}, une même machine à voter peut être utilisée pour les élections régionales et pour les élections départementales.
- ② Dans ce cas, le bureau de vote est commun aux deux scrutins. Le président du bureau de vote s'assure publiquement, avant le commencement des scrutins, que la machine à voter fonctionne normalement et que tous les compteurs sont à la graduation zéro pour chacun des scrutins.

Article 4 ter (nouveau)

Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 1^{er} octobre 2021, un rapport sur la possibilité de généraliser le recours aux machines à voter pour les communes qui le souhaitent dans la perspective des prochaines échéances électorales. Ce rapport précise les conditions dans lesquelles les communes désireuses de recourir à ce dispositif pourront le faire.

Article 5

- ① Pour les élections mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi, la date limite mentionnée au II de l'article L. 52-12 du code électoral est fixée au 17 septembre 2021 à 18 heures.

- ② Pour les élections régionales mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi, le délai de deux mois prévu au premier alinéa de l'article L. 118-2 du code électoral est porté à trois mois à compter de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

Amendement n° 49 présenté par M. Juanico, Mme Karamanli, M. Saulignac, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés.

À l'alinéa 1, substituer à la date :

« 17 septembre 2021 »,

la date :

« 24 septembre 2021 ».

Article 6 (Supprimé)

Amendements identiques :

Amendements n° 23 présenté par M. Schellenberger, M. Abad, Mme Anthoine, M. Aubert, Mme Audibert, Mme Bassire, M. Bazin, Mme Bazin-Malgras, Mme Beauvais, M. Benassaya, Mme Blin, Mme Bonnavard, M. Bony, M. Boucard, Mme Bouchet Bellecourt, M. Jean-Claude Bouchet, M. Bouley, M. Bourgeaux, Mme Boëlle, Mme Brenier, M. Breton, M. Brochand, M. Brun, M. Carrez, M. Cattin, M. Cherpion, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cordier, Mme Corneloup, M. Cornut-Gentille, Mme Dalloz, M. Dassault, M. de Ganay, M. de la Verpillière, M. Deflesselles, M. Rémi Delatte, M. Descoeur, M. Di Filippo, M. Diard, M. Dive, M. Door, Mme Marianne Dubois, Mme Duby-Muller, M. Pierre-Henri Dumont, M. Ferrara, M. Forissier, M. Gaultier, Mme Genevard, M. Gosselin, M. Grelier, Mme Guion-Firmin, M. Hemedinger, M. Herbillon, M. Hetzel, M. Huyghe, M. Jacob, M. Kamardine, Mme Kuster, M. Larrivé, M. Le Fur, Mme Le Grip, Mme Levy, M. Lorion, Mme Louwagie, M. Emmanuel Maquet, M. Marleix, M. Menuel, Mme Meunier, M. Meyer, M. Minot, M. Nury, M. Parigi, M. Pauget, M. Peltier, M. Perrut, Mme Poletti, Mme Porte, M. Poudroux, M. Pradié, M. Quentin, M. Ramadier, Mme Ramassamy, M. Ravier, M. Reda, M. Reiss, M. Reitzer, M. Reynès, M. Rolland, M. Saddier, M. Savignat, M. Sermier, Mme Serre, Mme Tabarot, M. Teissier, M. Therry, M. Thiériot, Mme Trastour-Isnart, Mme Valentin, M. Vatin, M. Viala, M. Vialay, M. Jean-Pierre Vigier, M. Viry et M. Woerth, n° 32 présenté par M. Brindeau, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers, M. Warsmann et M. Zumkeller, n° 36 présenté par Mme Karamanli, M. Saulignac, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago,

Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés et n° 61 présenté par M. Molac, M. Acquaviva, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, Mme De Temmerman, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. Falorni, M. François-Michel Lambert, M. Lassalle, M. Pancher, Mme Pinel, M. Simian et Mme Wöner.

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« I. – Pour les élections régionales mentionnées au I de l'article 1^{er}, les émissions du service public de la communication audiovisuelle sont mises à la disposition des listes dont la candidature a été régulièrement enregistrée.

« La durée d'émission est répartie de manière égale entre les listes de candidats à chaque tour de scrutin.

« II. – Au premier tour, les émissions peuvent être diffusées à partir du troisième lundi qui précède le scrutin, jusqu'à la veille du scrutin à zéro heure.

« La durée d'émission est fixée à :

« 1° Deux heures lorsque le nombre de listes de candidats est inférieur ou égal à neuf ;

« 2° Trois heures lorsque le nombre de listes de candidats est supérieur à neuf.

« III. – Au second tour, les émissions peuvent être diffusées à partir du mercredi suivant le premier tour, jusqu'à la veille du scrutin à zéro heure.

« La durée d'émission est fixée à une heure.

« IV. – Les durées d'émission prévues aux II et III du présent article s'entendent pour tout service diffusant des programmes régionaux ou locaux des sociétés nationales de programme mentionnées aux I et III de l'article 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

« V. – Le Conseil supérieur de l'audiovisuel fixe les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions, après consultation des présidents des sociétés nationales de programme mentionnées au IV du présent article.

« VI. – Les dépenses liées à la campagne audiovisuelle officielle sont à la charge de l'État.

« VII. – Le présent article ne s'applique pas aux circonscriptions dont la campagne audiovisuelle officielle est régie par les articles L. 375 et L. 558-25 du code électoral. »

Article 6 bis

① I. – Pour les élections mentionnées au I de l'article 1^{er}, des programmes du service public de la communication audiovisuelle sont consacrés à expliquer le rôle et le fonctionnement des conseils départementaux et régionaux ainsi que les modalités et les dates des scrutins.

② II. – (*Non modifié*) Pour le premier tour, les programmes doivent être diffusés à partir du troisième lundi qui précède les scrutins, jusqu'à la veille des scrutins à zéro heure.

③ III. – (*Non modifié*) Pour le second tour, les programmes doivent être diffusés à partir du lundi suivant le premier tour, jusqu'à la veille des scrutins à zéro heure.

- ④ IV. – (*Non modifié*) Le Conseil supérieur de l'audiovisuel fixe les conditions de production, de programmation et de diffusion des programmes, après consultation des présidents des sociétés nationales de programme.

Amendement n° 31 présenté par M. Brindeau, Mme Auconie, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers, M. Warsmann et M. Zumkeller.

À l'alinéa 1, après le mot :

« programmes »,

insérer le mot :

« nationaux ».

Amendement n° 64 présenté par M. Acquaviva, M. Molac, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, Mme De Temmerman, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. Falorni, M. François-Michel Lambert, M. Lassalle, M. Pancher, Mme Pinel, M. Simian et Mme Wonner.

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« des conseils départementaux et régionaux »,

les mots :

« de chaque catégorie d'assemblées délibérantes ».

Amendement n° 63 présenté par M. Acquaviva, M. Molac, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, Mme De Temmerman, Mme Dubié, Mme Frédérique Dumas, M. Falorni, M. François-Michel Lambert, M. Lassalle, M. Pancher, Mme Pinel, M. Simian et Mme Wonner.

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« et régionaux »,

les mots :

« , des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique ».

Amendement n° 52 présenté par Mme Ménard.

Compléter l'alinéa 4 par la phrase :

« Ces conditions sont regroupées dans un rapport remis au Parlement. »

Article 7 (*Non modifié*)

Pour les élections mentionnées au I de l'article 1^{er} de la présente loi, toute publication ou diffusion de sondage, tel que défini à l'article 1^{er} de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, est accompagnée des marges d'erreur des résultats publiés ou diffusés, le cas échéant par référence à la méthode aléatoire, établies sous la responsabilité de l'organisme qui l'a réalisé.

Amendement n° 39 présenté par M. Saulignac, Mme Karamanli, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires

Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Compléter cet article l'alinéa suivant :

« Pour ces mêmes élections, la publication ou diffusion de ces sondages d'opinion est interdite à compter du troisième lundi qui précède le jour du scrutin. »

Article 8 (*Supprimé*)

Amendement n° 33 présenté par M. Brindeau, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers, M. Warsmann et M. Zumkeller.

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« I. – Au titre de l'exercice 2021, par dérogation à la première phrase du premier alinéa de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales, le budget de la région ou du département est adopté au plus tard le 31 juillet 2021. Toutefois, lorsque les informations indispensables à l'établissement du budget ne lui ont pas été communiquées avant le 15 juillet 2021, l'organe délibérant dispose de quinze jours à compter de la date de communication pour l'arrêter.

« II. – Par dérogation aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales, jusqu'à l'adoption du budget pour l'exercice 2021, le président de la région ou du département peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite des sept douzièmes des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Article 9 (*Supprimé*)

Amendement n° 34 présenté par M. Brindeau, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Labille, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill, M. Villiers, M. Warsmann et M. Zumkeller.

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Par dérogation à la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales, le vote de l'organe délibérant de la région ou du département sur l'arrêté des comptes au titre de l'année 2020 peut intervenir jusqu'au 31 juillet 2021. »

Titre

portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique.

Amendement n° 47 présenté par Mme Ménard.

Compléter le titre par les mots :

« au mois de juin 2021 ».

Amendement n° 76 présenté par M. Rebeyrotte, rapporteur au nom de la commission des lois.

Après le mot :

« report »,

insérer les mots :

« , de mars à juin 2021, ».

Annexes

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Emmanuelle Ménard, une proposition de loi contre l'islamisme.

Cette proposition de loi, n° 3837, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Gabriel Serville, une proposition de loi d'adaptation et de simplification des normes applicables en Guyane en matière de logement et d'aménagement du territoire.

Cette proposition de loi, n° 3838, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Julien Borowczyk, une proposition de loi visant à l'adaptation de l'utilisation des autoroutes.

Cette proposition de loi, n° 3839, est renvoyée à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Emmanuelle Anthoine et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à renforcer l'arsenal pénal contre l'inceste.

Cette proposition de loi, n° 3840, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Sandra Boëlle, une proposition de loi visant à créer des lanceurs d'alerte au sein des clubs sportifs afin de prévenir et lutter contre la radicalisation.

Cette proposition de loi, n° 3841, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Stéphanie Atger et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à favoriser la levée de l'immunité familiale dans le cadre des violences exercées à l'encontre des personnes vulnérables.

Cette proposition de loi, n° 3842, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Jennifer De Temmerman et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à la création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant.

Cette proposition de loi, n° 3843, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Marine Le Pen, une proposition de loi visant à combattre les idéologies islamistes.

Cette proposition de loi, n° 3844, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Jean-Christophe Lagarde et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi relative aux contrôles d'identité.

Cette proposition de loi, n° 3845, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Olivier Serva, une proposition de loi tendant à la reconnaissance de l'empoisonnement humain au chlordécone comme crime contre l'humanité et à son imprescriptibilité.

Cette proposition de loi, n° 3846, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Vincent Ledoux, une proposition de loi visant à interdire l'utilisation du drapeau français pour les produits importés.

Cette proposition de loi, n° 3847, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Pascal Brindeau et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à lutter contre les individus violents lors de manifestations.

Cette proposition de loi, n° 3848, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Cathy Racon-Bouzon et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi relative au développement de l'engagement collectif et des alliances innovantes au service de l'intérêt général sur les territoires pour une société durable.

Cette proposition de loi, n° 3849, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Anne-Laure Blin, une proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant.

Cette proposition de loi, n° 3850, est renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Vincent Ledoux, une proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité.

Cette proposition de loi, n° 3851, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Grégory Labille, une proposition de loi permettant à l'enfant de maintenir des liens équilibrés avec ses deux parents en cas de litige sur son mode de résidence.

Cette proposition de loi, n° 3852, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Jean-Bernard Sempastous et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires.

Cette proposition de loi, n° 3853, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Alexandra Louis, une proposition de loi visant à lutter contre les violences sexuelles et sexistes.

Cette proposition de loi, n° 3854, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Brigitte Kuster et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi rendant obligatoire la justification de son identité par la présentation de certains documents.

Cette proposition de loi, n° 3855, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi visant à offrir plus de souplesse aux boulangers et pâtisseries souhaitant ouvrir tous les jours de la semaine.

Cette proposition de loi, n° 3856, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi renforçant les sanctions de l'occupation d'un logement par des squatteurs.

Cette proposition de loi, n° 3857, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Philippe Gosselin, une proposition de loi visant à adapter la charte des élus locaux.

Cette proposition de loi, n° 3858, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Philippe Gosselin, une proposition de loi visant à rendre obligatoire l'affichage des symboles républicains dans les mairies.

Cette proposition de loi, n° 3859, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Philippe Gosselin, une proposition de loi visant à rendre obligatoire le pavoiement du drapeau tricolore dans les mairies.

Cette proposition de loi, n° 3860, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Philippe Gosselin, une proposition de loi visant à rendre obligatoire l'affichage du portrait du Président de la République dans les mairies.

Cette proposition de loi, n° 3861, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Fabrice Brun et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France.

Cette proposition de loi, n° 3862, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Béatrice Descamps, une proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants porteurs de pathologie chronique ou de cancer.

Cette proposition de loi, n° 3863, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Julien Aubert et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à créer un code du bien-être animal.

Cette proposition de loi, n° 3864, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Patrick Mignola, une proposition de loi visant à introduire une dose de proportionnelle lors des élections législatives.

Cette proposition de loi, n° 3865, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Bernard Perrut et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi pour reconnaître la prise en charge d'un frère ou d'une sœur.

Cette proposition de loi, n° 3866, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de M. Nicolas Dupont-Aignan et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à combattre et à pénaliser les prédications subversives et séditeuses.

Cette proposition de loi, n° 3867, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, de Mme Sandra Boëlle, une proposition de loi visant à préciser les conditions d'exercice des éducateurs sportifs.

Cette proposition de loi, n° 3868, est renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 février 2021, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS).

Cette proposition de loi, n° 3869, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Conférence des présidents du mardi 9 février 2021)

DATES	MATIN	APRÈS-MIDI	SOIR
<i>Semaine du Gouvernement</i>			
FÉVRIER			
MARDI 9		À 15 heures : – Questions au Gouvernement. – Vote par scrutin public : Lect. déf. Pt prorogeant l'état d'urgence sanitaire. – Pt Sénat report renouvellement général conseils départementaux, régionaux et assemblées Corse, Guyane et Martinique (3812, 3827).	À 21 heures : – Suite odj de l'après-midi.
MERCREDI 10		À 15 heures : – Suite odj de la veille. – Suite Pt respect des principes de la République (3649 rect., 3797).	À 21 heures : – Suite odj de l'après-midi.
JEUDI 11	À 9 heures : – Suite Pt respect des principes de la République.	À 15 heures : – Suite odj du matin.	À 21 heures : – Suite odj de l'après-midi.
VENDREDI 12	À 9 heures : – Suite odj de la veille.	À 15 heures : – Suite odj du matin.	À 21 heures : – Suite odj de l'après-midi.
<i>Semaine de l'Assemblée</i>			
FÉVRIER			
LUNDI 15		À 16 heures : – CMP Pt ratification ordonnance n° 2019-950 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (3831). – Pn renforcer la prévention en santé au travail (3718).	À 21 heures : – Suite odj de l'après-midi.
MARDI 16	À 9 heures : – Questions orales sans débat.	À 15 heures : – Questions au Gouvernement. – Vote solennel : Pt respect des principes de la République. – Vote par scrutin public : CMP Pt loi ratification ordonnance n° 2019-950 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs. – CMP ou nlle lect. Pt report renouvellement général conseils départementaux, régionaux et assemblées Corse, Guyane et Martinique. – Suite Pn renforcer la prévention en santé au travail.	À 21 heures : – Suite odj de l'après-midi.

MERCREDI 17		<p>À 15 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pn résol. (art. 34-1 de la Constitution) reconnaître et prendre en charge les complications à long terme de la covid-19 (3792). - 2^e lect. Pn déshérence contrats retraite supplémentaire (3467).⁽¹⁾ - Suite Pn renforcer la prévention en santé au travail. - Pt programmation développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales (3699). 	<p>À 21 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite odj de l'après-midi.
JEUDI 18	<p>À 9 heures :⁽²⁾</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2^e lect. Pn visant à renforcer le droit à l'avortement (3793). - Pn pour une nouvelle étape contre le gaspillage alimentaire (3725). - Pn création aide individuelle à l'émancipation solidaire (3724). - Pn renforçant la protection des mineurs victimes de violences sexuelles (3721). - Pn création fonds d'indemnisation victimes covid-19 (3723). - Pn réformer fiscalité droits succession et donation (3409 rect.). - Pn limite décente écarts de revenus (3094). - Pn résol. (art. 34-1 de la Constitution) avis juridique sur légalité et conditions d'amendement ou de résiliation des concessions autoroutières historiques (3407). - Pn constit. équilibre entre pouvoirs constitutionnels (3486 rect.). - Pn org. régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel (3720). 	<p>À 15 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite odj du matin. 	<p>À 21 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite odj de l'après-midi.
VENDREDI 19	<p>À 9 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Évent.</i>, lect. déf. Pt report renouvellement général conseils départementaux, régionaux et assemblées de Corse, Guyane et Martinique. - Suite Pt programmation développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales. 	<p>À 15 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite Pt programmation développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales. 	<p>À 21 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite odj de l'après-midi.
Semaine de contrôle			
MARS			
LUNDI 1^{er}		<p>À 16 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pn résol. modification Règlement de l'Assemblée nationale sur l'organisation des travaux parlementaires en période de crise (3798). 	<p>À 21 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suite odj de l'après-midi.
MARDI 2	<p>À 9 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Questions orales sans débat. 	<p>À 15 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Questions au Gouvernement. - Vote solennel : Pt programmation développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales. - Débat sur la territorialisation du plan de relance.⁽³⁾ 	<p>À 21 heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débat sur les moyens de remédier aux effets de l'épidémie de covid-19 sur la jeunesse.⁽⁴⁾

MERCREDI 3		À 15 heures : - Débat consacré à l'Europe. - Débat sur les nécessaires mutations du secteur aérien face aux défis écologique et économique. ⁽⁵⁾	À 21 heures : - Suite du débat sur les nécessaires mutations du secteur aérien face aux défis écologique et économique. - Débat sur les conclusions du rapport de la mission d'information sur les enfants sans identité. ⁽⁶⁾
JEUDI 4	À 9 heures : - Débat sur les politiques de la France au Sahel. ⁽⁷⁾ - Questions sur le rôle des banques et des assurances dans la crise de la covid-19. ⁽⁸⁾	À 15 heures : - Questions sur l'explosion de la pauvreté suite à la pandémie de covid-19. ⁽⁹⁾ - Questions sur les politiques en faveur de la jeunesse : comment éviter une génération sacrifiée ? ⁽¹⁰⁾	À 21 heures : - Questions sur le rapport de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse. ⁽¹¹⁾
Semaine du Gouvernement			
MARDI 9		À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - CMP ou nlle lect. Pt org. relatif à l'élection du Président de la République. - Pt constit. article 1 ^{er} de la Constitution et préservation de l'environnement (3787).	À 21 heures : - Suite odj de l'après-midi.
MERCREDI 10		À 15 heures : - Suite Pt constit. article 1 ^{er} de la Constitution et préservation de l'environnement.	À 21 heures : - Suite odj de l'après-midi.
JEUDI 11	À 9 heures : - Suite odj de la veille.	À 15 heures : - Suite odj du matin.	À 21 heures : - Suite odj de l'après-midi.

- (1) Procédure d'examen simplifiée.
- (2) Ordre du jour proposé par le groupe SOC.
- (3) Inscription à la demande du groupe LaREM.
- (4) Inscription à la demande du groupe LR.
- (5) Inscription à la demande du groupe Dem.
- (6) Inscription à la demande du groupe SOC.

- (7) Inscription à la demande du groupe Agir-ens.
- (8) Inscription à la demande du groupe UDI-I.
- (9) Inscription à la demande du groupe FI.
- (10) Inscription à la demande du groupe LT.
- (11) Inscription à la demande du groupe GDR.

ANALYSE DES SCRUTINS

Scrutin public n° 3379

sur l'ensemble du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (première lecture).

Nombre de votants :	146
Nombre de suffrages exprimés :	139
Majorité absolue :	70
Pour l'adoption :	139
Contre :	0

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe La République en marche (269)

Pour : 79

M. Damien Adam, Mme Stéphanie Atger, M. Xavier Batut, Mme Sophie Beaudouin-Hubiere, M. Belkhir Belhaddad, Mme Barbara Bessot Ballot, M. Éric Bothorel, M. Bertrand Bouyx, Mme Pascale Boyer, Mme Yaël Braun-Pivet, M. Jean-Jacques Bridey, Mme Anne Brugnera, Mme Danièle Brulebois, Mme Anne-France Brunet, M. Stéphane Buchou, M. Pierre Cabaré, M. Christophe Castaner, M. Lionel Causse, Mme Samantha Cazebonne, M. Jean-René Cazeneuve, M. Jean-Charles Colas-Roy, Mme Fabienne Colboc, M. Olivier Damaisin, M. Yves Daniel, Mme Audrey Dufeu, M. Jean-Marie Fiévet, Mme Camille Galliard-Minier, Mme Séverine Gipson, M. Éric Girardin, M. Guillaume Gouffier-Cha, M. Alexandre Holroyd, Mme Caroline Janvier, Mme Stéphanie Kerbarh, M. Jacques Krabal, Mme Sonia Krimi, M. Gaël Le Bohec, Mme Marie Lebec, M. Jean-Claude Leclabart, Mme Martine Leguille-Balloy, Mme Marion Lenne, M. Richard Lioger, Mme Alexandra Louis, Mme Marie-Ange Magne, M. Mounir Mahjoubi, M. Sylvain Maillard, Mme Jacqueline Maquet, Mme Sandra Marsaud, M. Denis Masségli, M. Jean François Mbaye, Mme Monica Michel, M. Jean-Michel Mis, Mme Sandrine Mörch, Mme Cécile Muschotti, Mme Catherine Osson, M. Xavier Paluszkiwicz, Mme Zivka Park, M. Alain Perea, Mme Anne-Laurence Petel, Mme Bénédicte Peyrol, Mme Béatrice Piron, Mme Isabelle Rauch, M. Rémy Rebeyrotte, Mme Véronique Riotton, Mme Laurianne Rossi, M. Pacôme Rupin, M. Laurent Saint-Martin, Mme Laetitia Saint-Paul, M. Jean-Bernard Sempastous, Mme Marie Silin, M. Bertrand Sorre, M. Bruno Studer, M. Sylvain Templier, M. Stéphane Testé, M. Alain Tourret, M. Stéphane Trompille, Mme Alexandra Valetta Ardisson, M. Pierre Venteau, Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

M. Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale).

Groupe Les Républicains (105)

Pour : 19

Mme Emmanuelle Anthoine, M. Julien Aubert, M. Thibault Bazin, Mme Valérie Beauvais, M. Philippe Benassaya, M. Ian Boucard, M. Jean-Luc Bourgeaux, M. Jacques Cattin, Mme Marie-Christine Dalloz, M. Pierre-Henri Dumont, M. Philippe Gosselin, M. Yves Hemedinger, M. Frédéric Reiss, M. Raphaël Schellenberger, M. Robert Therry, Mme Isabelle Valentin, M. Pierre Vatin, M. Arnaud Viala et M. Jean-Pierre Vigier.

Abstention : 1

M. Aurélien Pradié.

Groupe Mouvement démocrate (MODEM) et démocrates apparentés (58)

Pour : 13

M. Erwan Balanant, M. Stéphane Baudu, M. David Corceiro, M. Jean-Pierre Cubertafon, M. Luc Geismar, Mme Élodie Jacquier-Laforge, M. Christophe Jerretie, Mme Sophie Mette, M. Philippe Michel-Kleisbauer, M. Bruno Millienne, Mme Maud Petit, Mme Josy Poueyto et M. Nicolas Turquois.

Groupe Socialistes et apparentés (29)

Pour : 14

M. Joël Aviragnet, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, M. Guillaume Garot, Mme Marietta Karamanli, M. Gérard Leseul, M. Serge Letchimy, M. Philippe Naillet, Mme Christine Pires Beaune, Mme Claudia Rouaux, Mme Isabelle Santiago, Mme Sylvie Tolmont et Mme Cécile Untermaier.

Groupe Agir ensemble (21)

Pour : 4

M. Paul Christophe, Mme Aina Kuric, M. Luc Lamirault et Mme Patricia Lemoine.

Groupe UDI et indépendants (19)

Pour : 2

M. Thierry Benoit et M. Pascal Brindeau.

Abstention : 2

M. Meyer Habib et M. Jean-Christophe Lagarde.

Groupe La France insoumise (17)

Abstention : 4

M. Ugo Bernalicis, M. Alexis Corbière, M. Jean-Luc Mélenchon et Mme Sabine Rubin.

Groupe Libertés et territoires (17)

Pour : 3

Mme Jeanine Dubié, M. Paul Molac et M. Benoit Simian.

Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (16)*Pour* : 1

M. Sébastien Jumel.

Non inscrits (24)*Pour* : 4M. Sébastien Chenu, Mme Marie-France Lorho,
Mme Emmanuelle Ménard et M. Ludovic Pajot.